

## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>78320</b>	De <b>M. Laurent Marcangeli</b> ( Union pour un Mouvement Populaire - Corse-du-Sud )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Décentralisation et fonction publique		<b>Ministère attributaire</b> > Décentralisation et fonction publique
<b>Rubrique</b> > fonction publique de l'État	<b>Tête d'analyse</b> > carrière	<b>Analyse</b> > catégorie A. reclassement. modalités.
Question publiée au JO le : <b>21/04/2015</b> Réponse publiée au JO le : <b>16/06/2015</b> page : <b>4524</b>		

### Texte de la question

M. Laurent Marcangeli attire l'attention de Mme la ministre de la décentralisation et de la fonction publique sur le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique d'État. Ce décret institue de nouvelles règles de classement après titularisation, et les nouvelles mesures sont plus avantageuses pour les promus à compter du 1er janvier 2007. Cela crée des phénomènes d'enjambements d'échelon entre les lauréats des promotions d'avant 2006-2007 et suivantes. Les conséquences en termes de retraite, par exemple, ne sont pas négligeables puisque les départs pour les anciennes promotions se font avec un indice largement inférieur à celui des nouveaux promus. Il lui demande donc de bien vouloir lui communiquer sa position et ses intentions sur ce dossier.

### Texte de la réponse

Le Gouvernement a élaboré un projet de décret visant à corriger les enjambements de carrière subis par certains fonctionnaires de catégorie B, promus en catégorie A avant l'entrée en vigueur des dispositions de reclassement prévues par le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'Etat. Toutefois, ce projet de décret relatif à certains personnels de catégorie A relevant des ministres chargés de l'économie et du budget, présenté au comité technique ministériel du 7 février 2014, n'a pas reçu l'avis favorable du Conseil d'Etat lorsque celui-ci l'a examiné en août dernier. La Haute assemblée a certes considéré que l'objet du texte, qui consistait à faire bénéficier des dispositions de reclassement, plus favorables, prévues par l'article 5 du décret du 23 décembre 2006, certains fonctionnaires de catégorie B ayant été nommés dans des corps de catégorie A avant l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2007, de cet article, n'était pas illégal, dès lors que le reclassement, intervenant à la demande des intéressés, n'avait d'effet que pour l'avenir. Le Conseil d'Etat a en revanche écarté, comme étant susceptible de porter atteinte au principe d'égalité de traitement entre membres d'un même corps, le dispositif, figurant dans le projet, consistant à prolonger fictivement la carrière des agents concernés dans le corps de catégorie B jusqu'à la date du 1er janvier 2007, date d'entrée en vigueur du décret du 23 décembre 2006, et à réserver le bénéfice d'un nouveau reclassement aux seuls fonctionnaires dont la situation, à la date de leur demande de reclassement, était moins favorable que celle résultant de la carrière fictivement reconstituée. Dans ces conditions, il n'a pas pu être donné de suite à ce projet de décret.